



Repenser et reconstruire les relations entre les collectivités et l'État

- Lettre des élus -



Date de mise en ligne : mardi 26 mai 2020

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits

réservés

J'ai tenu à m'adresser au premier ministre afin de lui faire part d'un certain nombre de propositions et de réflexions. Depuis plusieurs semaines, l'État peut compter sur l'engagement sans faille des collectivités locales pour mettre en oeuvre sur le terrain les mesures nationales de l'urgence sanitaire, par l'engagement total des fonctionnaires territoriaux, la réactivité de nos missions et nos capacités à innover et à s'adapter.

Aujourd'hui plus que jamais, cette crise majeure doit nous donner l'occasion de repenser et reconstruire les relations entre les collectivités et l'État dans notre pays, trop souvent marquées ces dernières années par la défiance ou le manque de concertations et de dialogues.

C'est un test grandeur nature sur la force de nos solidarités, sur nos choix de société, sur les priorités collectives que notre nation veut mettre en place. Elle nous invite à repenser et à inventer de nouveaux rapports entre nos institutions afin d'être au plus près des besoins et des attentes de tous nos concitoyens, en particulier en termes de moyens.

Amplifier encore plus les mesures d'économies à la sortie de cette crise serait un contresens historique et dramatique pour les habitants. Au contraire, des alternatives s'offrent à nous : annuler la contractualisation pour cette année 2020 et la supprimer pour les années à venir afin d'adapter nos missions et nos services de proximité aux besoins de la population, ou encore renforcer les dotations de péréquation, comme la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale, tout comme, pour les communes et les EPCI, le remboursement du FCTVA à l'année N donnerait un peu de marges et de visibilité aux finances locales.

Enfin, à l'image de la demande de certains maires, je m'inscris pleinement dans la proposition de création d'un fonds social dédié aux collectivités locales.

Demain, les communes, notamment les villes populaires, seront en 1ère ligne, au plus près des habitants, pour limiter les impacts de cette crise économique et sociale.